

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 décembre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2493)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 584

présenté par

Mme Rubin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiet, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 5

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'article 5, qui étend la suppression de la taxe d'habitation (TH) pour les résidences principales, aux 20 % des contribuables les plus riches d'ici 2023.

Le Gouvernement prétend supprimer la taxe d'habitation en raison de son caractère injuste. En effet, les valeurs locatives prises en compte n'ayant pas été révisées depuis 1970, le montant de la TH peut s'avérer complètement décorrélé du niveau de vie des contribuables. Ainsi le montant de la taxe d'habitation pour un logement social, peut dépasser celui pour un pavillon dans le XVI^{ème} arrondissement de Paris. Mais plutôt que de réviser les valeurs locatives, le Gouvernement supprime la taxe d'habitation et annonce sa compensation notamment par le transfert d'une part de TVA, un impôt régressif donc anti-redistributif. Mais le caractère profondément injuste de cette réforme réside surtout dans l'inégale répartition des gains qu'elle engendrera.

Les 20 % (6,3 millions) de foyers les plus riches bénéficieront d'un gain moyen d'environ 1 158 euros. Ils capteront à eux seuls 44,6 % des 17,6 milliards amputés du budget de l'État du fait de cette réforme, soit 8 milliards d'euros. Cette suppression de la taxe d'habitation pour les 20 % les plus aisés, qui n'était même pas prévue dans le programme du candidat Emmanuel Macron en 2017, vient donc s'ajouter aux nombreux cadeaux fiscaux mis en place par le Gouvernement depuis le début du quinquennat, tels que la flat-tax qui coûte 1,5 milliard d'euros par an, ou la suppression de l'ISF, qui ampute les finances publiques de 3,2 milliards d'euros par an. À l'inverse, les 16 % de foyers les plus modestes qui ne payaient déjà pas de taxe d'habitation ne tireront aucun gain de cette

réforme (ni de la baisse de l'impôt sur le revenu). Ils seront en revanche les premiers à souffrir des baisses de dépenses publiques qui serviront à la financer.

D'autre part, la suppression totale de la taxe d'habitation constitue un coup supplémentaire porté à l'autonomie financière des collectivités territoriales, déjà mise à mal par la contractualisation à marche forcée entre l'État et les collectivités. Pour les départements, cette réforme signe même la disparition de toute forme d'indépendance fiscale : un pas de plus une perspective inquiétante de suppression, et de disparition du triptyque issu de la Révolution : communes, départements, États.

La compensation de cette réforme demeure par ailleurs très incertaine pour les communes, en l'absence d'engagements précis du Gouvernement. Le manque à gagner pour les communes est pourtant bien réel : les projections du Sénat montrent que les recettes de la taxe d'habitation auraient encore augmenté de 4 milliards d'euro d'ici à 2020 si elle avait été maintenue. Le manque à gagner pour les communes en 2023 (année où la taxe d'habitation sur les résidences principales sera définitivement supprimée) risque donc d'être bien plus important que les 17 milliards d'euros que le Gouvernement promet de compenser.